

**ACTES FINALS
DE LA**

CONFÉRENCE DES ADMINISTRATIONS SIGNATAIRES

**DE L'AUTRICHE, DE LA BELGIQUE, DE LA RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE, DE L'ALLEMAGNE, DE LA FRANCE, DE LA
HONGRIE, DES PAYS-BAS, DE LA CROATIE, DE L'ITALIE,
DU LIECHTENSTEIN, DE LA LITUANIE, DU LUXEMBOURG,
DE LA POLOGNE, DE LA ROUMANIE, DE LA RÉPUBLIQUE
SLOVAQUE, DE LA SLOVÉNIE ET DE LA SUISSE**

Zagreb, 2010

**Accord
conclu entre les Administrations
de l'Autriche,
de la Belgique,
de la République tchèque,
de l'Allemagne,
de la France,
de la Hongrie,
des Pays-Bas,
de la Croatie,
de l'Italie,
du Liechtenstein,
de la Lituanie,
du Luxembourg,
de la Pologne,
de la Roumanie,
de la République slovaque,
de la Slovénie
et de la Suisse**

**en matière de coordination de fréquences comprises entre 29,7 MHz et 43,5 GHz
pour le Service Fixe et le Service Mobile Terrestre**

(Accord HCM)

PRÉAMBULE

Les représentants des Administrations Signataires

de l'Autriche, de la Belgique, de la République tchèque, de l'Allemagne, de la France, de la Hongrie, des Pays-Bas, de la Croatie, de l'Italie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Pologne, de la Roumanie, de la République slovaque, de la Slovénie et de la Suisse;

dénommé les Administrations, qui se sont réunis à Zagreb en septembre 2010 pour une conférence des Administrations signataires afin de conclure, selon l'Article 6 du Règlement des radiocommunications, un accord relatif à la coordination de fréquences comprises entre 29,7 MHz et 43,5 GHz,

ont convenu lors de la signature des actes finals de cette conférence ou en application des dispositions de l'article 2, paragraphe 2 ce qui suit:

Article 1

Le texte de l'accord figurant à l'annexe aux présents actes finals, dénommé Accord HCM (Zagreb 2010), est adopté.

Article 2

2.1. L'accord figurant à l'annexe entre en vigueur le 1 mars 2011 et il n'oblige que les Administrations qui ont signé les présents actes finals ou qui ont adhéré à l'Accord après son entrée en vigueur selon les dispositions de son article 7.

2.2. Une Administration qui n'a pas pu signer l'accord lors de cette conférence plénière ou qui l'a signé seulement sous réserve de confirmation peut le signer ou confirmer sa signature par courrier au plus tard le 28 février 2011. L'accord est signé sans réserve, à l'exception de la réserve de ratification. L'Administration gérante informera de cette possibilité toutes les Administrations qui n'ont pas participé à cette conférence plénière. Toute Administration qui souhaite recourir à cette procédure en informe l'Administration gérante qui entreprendra sans délai les mesures requises pour la signature par courrier.

Article 3

L'Administration gérante notifiera au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications la conclusion et le contenu du présent Accord.

Article 4

L'application des dispositions du présent Accord HCM (Zagreb 2010) par les Administrations n'implique nullement de la part de celles-ci des prises de position concernant la souveraineté d'un pays ou d'un territoire.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés des Administrations, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'original des présents actes finals rédigé en anglais, français et allemand; les textes de l'original seront déposés dans les archives de Agence fédérale réseaux - électricité, gaz, télécommunications, postes et chemins de fer de la République fédérale d'Allemagne qui transmettra une copie à toutes les Administrations.


Fait à Zagreb le 30 septembre 2010

Pour l'Administration autrichienne:



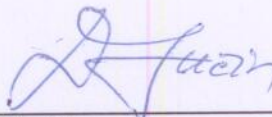
(M. Pelzmann)

Pour l'Administration belge:



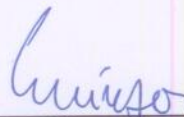
(M. Vandroogenbreek)

Pour l'Administration croate:



(D. Lučić)

Pour l'Administration tchèque:



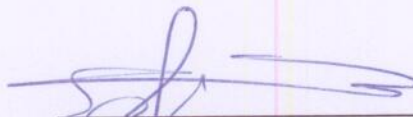
(P. Ellinger)

Pour l'Administration des Pays Bas:



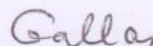
(H. Teinsma)

Pour l'Administration française:



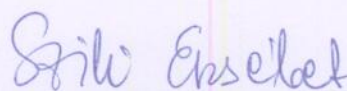
(A. Ferry)

Pour l'Administration allemande:



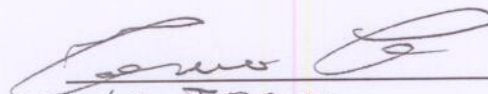
(A. Gallas)

Pour l'Administration hongroise:
sous réserve de confirmation




(E. Szili)


Pour l'Administration italienne:


(F. TROISI)

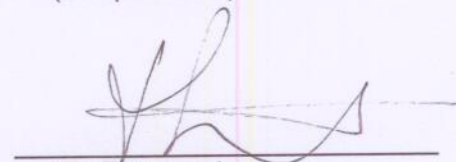
Pour l'Administration liechtensteinoise:


(G. Bell)

Pour l'Administration lithuanienne:

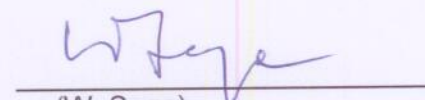

(L. Spraučius)

Pour l'Administration luxembourgeoise:

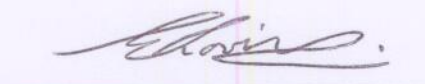

(R. Thurmes)

Pour le Ministre des Communications et des Médias


Pour l'Administration polonaise:


(W. Segal)

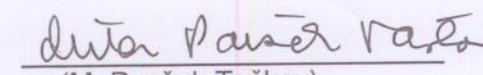
Pour l'Administration roumaine:


(E. Lovin)

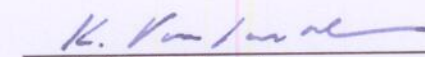
Pour l'Administration slovaque:


(J. Kamenická)

Pour l'Administration slovène:


(M. Pavšek Taškov)

Pour l'Administration suisse:


(K. Vonlanthen)